

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 19 mai 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

A. STEVERLYNCK

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege ;

De Minister van Landbouw en Middenstand,

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

19 MAI 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 novembre 1963 instaurant des conditions d'exercice de la profession de grossiste en viandes-chevillard dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, notamment l'article 19, § 2 (1);

Vu l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 (2);

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1963 instaurant des conditions d'exercice de la profession de grossiste en viandes-chevillard dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie (3);

Vu la consultation de l'Union nationale professionnelle des grossistes en viandes, effectuée le 16 décembre 1971;

Vu la consultation du Conseil supérieur des Classes moyennes, effectuée le 17 décembre 1971;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 29 novembre 1963, instaurant des conditions d'exercice de la profession de grossiste en viandes-chevillard dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de grossiste en viandes-chevillard dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. »

Art. 2. L'article 1er du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. L'activité professionnelle de grossiste en viandes-chevillard ne peut être exercée à titre principal ou accessoire dans une petite ou moyenne entreprise du commerce ou de l'artisanat, que pour autant que soient réalisées les conditions prescrites par le présent arrêté. »

(1) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(2) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(3) *Moniteur belge* du 4 janvier 1964.

19 MEI 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 november 1963 tot invoering van beroepsuitoefeningsvoorwaarden in het beroep van slager-groothandelaar in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels en ambachtsondernemingen, inzonderheid op artikel 19, § 21 (1);

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 (2);

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1963 tot invoering van beroepsuitoefeningsvoorwaarden in het beroep van slager-groothandelaar in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen (3);

Gelet op de raadpleging van de Nationale Beroepsvereniging der Vleesgroothandelaars, die plaatsvond op 16 december 1971;

Gelet op de raadpleging van de Hoge Raad voor de Middenstand, die plaatsvond op 17 december 1971;

Gelet op de wet van 23 december 1946 tot instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 29 november 1963 tot invoering van beroepsuitoefeningsvoorwaarden in het beroep van slager-groothandel in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van slager-groothandelaar in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen. »

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De beroepswerkzaamheid van slager-groothandelaar als hoofd- of bijberoep mag slechts worden uitgeoefend in een kleine of middelgrote handels- of ambachtsonderneming voorzover is voldaan aan de in dit besluit bepaalde eisen. »

(1) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 4 januari 1964.

Art. 3. L'article 4 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. L'attestation prévue à l'article 5 de la loi du 15 décembre 1970 ne peut être délivrée à une personne désireuse d'exercer l'activité professionnelle de grossiste en viandes-chevillard que pour autant qu'il soit prouvé, dans les conditions prévues au même article, que sont réunies toutes les connaissances énumérées ci-après :

1° les connaissances de gestion prévues à l'article 3 de l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970;

2° les connaissances professionnelles suivantes :

1. Zootechnie : conformation extérieure des taureaux, bœufs, vaches, veaux, porcs, ovins et des caprins; études des grandes races européennes et de leurs qualités; le bétail sud-américain et les viandes congelées.

2. Sémiologie : les grands appareils physiologiques; squelette, cavités du corps; appareil digestif, appareil respiratoire; sémiologie des maladies du bétail (maladies infectieuses, parasitaires, organiques); règles d'hygiène pour le traitement des viandes de boucherie.

3. Connaissance des lois : réglementations et législations spéciales particulières à la branche professionnelle; réglementation spéciale intéressant les usagers des abattoirs; éléments de sécurité sociale et de droit social concernant les contrats d'emploi et de travail et les associations professionnelles.

4. Connaissances pratiques :

- a) technique d'achat sur pied aux marchés du bétail;
- b) technique d'abattage aux abattoirs;
- c) techniques de commercialisation aux abattoirs;
- d) techniques de conservation des viandes aux installations frigorifiques;
- e) techniques de la découpe de la viande au stade du gros aux abattoirs. »

Art. 4. Les articles 5 et 6 du même arrêté royal sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 5. § 1er. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 3, § 1er, de la loi du 15 décembre 1970, doivent être considérés comme apportant la preuve des connaissances de gestion, les porteurs d'un des titres énumérés à l'article 6, a, de la même loi ou à l'article 32 de l'arrêté royal du 25 février 1971, fixant les mesures d'exécution de cette loi.

§ 2. Sans préjudice des mêmes dispositions, doivent être considérés comme apportant la preuve des connaissances professionnelles, les porteurs d'un des titres suivants :

1° un diplôme ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours technique du niveau secondaire inférieur correspondant à la profession de grossiste en viandes-chevillard ou de boucher-charcutier;

2° un brevet ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours professionnel du niveau secondaire inférieur correspondant à la profession de grossiste en viandes-chevillard ou de boucher-charcutier;

3° un certificat de qualification correspondant à la profession de grossiste en viandes-chevillard ou de boucher-charcutier et visé par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les classes moyennes dans ses attributions;

4° un certificat attestant la réussite d'une épreuve portant sur les connaissances professionnelles énumérées à l'article 4, 2°, du présent arrêté, devant un jury central dont les membres sont nommés par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les Classes moyennes dans ses attributions.

Ces titres ne seront, toutefois, pris en considération que pour autant que leur porteur ait effectué un apprentissage pratique de trois années dans une section d'école technique ou professionnelle ou dans un cours technique ou professionnel du niveau secondaire inférieur de grossiste en viandes-chevillard ou de boucher-charcutier; l'année d'apprentissage ne sera prise en considération que si elle comporte un minimum de deux cents heures de pratique effective.

L'apprentissage pourra également être accompli auprès d'un patron établi dans la profession envisagée ou, pour le porteur d'un certificat de qualification de boucher-charcutier visé par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les Classes moyennes dans ses attributions, auprès d'un boucher-charcutier.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. Het getuigschrift bedoeld bij artikel 5 van de wet van 15 december 1970 mag aan een persoon die de beroeps werkzaamheid van slager-groothandelaar wenst uit te oefenen slechts worden uitgereikt voor zover onder de bij hetzelfde artikel bepaalde voorwaarden bewezen wordt dat aan al de hierna opgesomde kennis werd voldaan :

1° de kennis van bedrijfsbeheer bedoeld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970;

2° de volgende beroepskennis :

1. Dierenkennis : uitwendig voorkomen van stieren, ossen, koeien, kalveren, varkens, schapen en geiten; studie van de voorname Europese rassen en van hun eigenschappen; het Zuid Amerikaanse vee en het bevroren vlees.

2. Semiologie : de grote fysiologische apparaten; geraamte, lichaamsholten; spijsverterings- en ademhalingsorganen; semiologie der veeziekten (besmettelijke, parasitaire, organische); gezondheidsvoorschriften voor de behandeling van het slachtvlees.

3. Kennis der wetten : reglementeringen en bijzondere wetgeving eigen aan de beroepstak; bijzondere reglementering voor de slachthuisgebruikers; elementen van de maatschappelijke zekerheid en van het sociaal recht betreffende de arbeids- en bediendencontracten en de beroepsverenigingen.

4. Praktische kennis :

- a) techniek van aankoop van levend vee, op de veemarkten;
- b) slachttechniek in slachthuizen;
- c) handelstechnieken in de slachthuizen;
- d) technieken van vleesbewaring in de koelinstallaties;
- e) technieken van de vleesversnijding in het groothandelsstation, in de slachthuizen. »

Art. 4. De artikelen 5 en 6 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 5. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 3, § 1 van de wet van 15 december 1970, moeten worden geacht het bewijs van de kennis van het bedrijfsbeheer te leveren, de houders van één van de akten opgesomd in artikel 6, a, van dezelfde wet of in artikel 32 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van die wet.

§ 2. Onverminderd dezelfde bepalingen, moeten worden geacht het bewijs van de beroepskennis te leveren, de houders van één van de volgende akten :

1° een diploma of eindgetuigschrift van een technische school of leergang van het lager secundair niveau overeenstemmend met het beroep van slager-groothandelaar of van beenhouwer-spekslager;

2° een brevet of eindgetuigschrift van een beroepsschool of leergang van het lager secundair niveau overeenstemmend met het beroep van slager-groothandelaar of van beenhouwer-spekslager;

3° een getuigschrift van geschooldheid voor het beroep van slager-groothandelaar of van beenhouwer-spekslager dat gevisceerd werd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft;

4° een getuigschrift waaruit het slagen blijkt voor een examen over de beroepskennis opgesomd in artikel 4, 2° van dit besluit, vóór een centrale examencommissie waarvan de leden zijn benoemd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft.

Deze akten kunnen evenwel slechts in aanmerking genomen worden voor zover de houder ervan een praktische leertijd van drie jaren heeft doorgemaakt in een afdeling van een technische of beroepsschool of in een technische of beroepsleergang van slager-groothandelaar of van beenhouwer-spekslager van het lager secundair niveau; het leerjaar kan slechts in aanmerking genomen worden indien het tenminste tweehonderd uren werkelijke praktijk omvat.

De leertijd kan eveneens worden doorgemaakt bij een in het aangewezen beroep gevestigd patroon of, voor de houder van een getuigschrift van geschooldheid voor beenhouwer-spekslager gevisceerd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft, bij een beenhouwer-spekslager.

Il pourra également être accompli pendant un an et demi dans un atelier en qualité d'ouvrier-abbatteur, suivi d'un an et demi auprès d'un patron établi dans la profession envisagée.

La preuve de cet apprentissage sera fournie par un certificat délivré par la section d'école technique ou professionnelle, par le cours technique ou professionnel, ou par les chefs de l'entreprise dans laquelle il a été effectué. La signature du chef d'entreprise sera légalisée par le bourgmestre de la commune où l'apprentissage a été suivi.

A défaut de pouvoir produire ce certificat, la preuve de la réalité de l'apprentissage pourra être apportée par tout autre moyen de droit.

§ 3. Doivent aussi être considérés comme apportant la preuve des connaissances de gestion, ceux qui prouvent une pratique commerciale ou artisanale exercée selon les modalités et dans les conditions fixées à l'article 6, b ou c, de la loi du 15 décembre 1970, et aux articles 34, 35 ou 36 de l'arrêté royal du 25 février 1971.

§ 4. Doivent aussi être considérés comme apportant la preuve des connaissances professionnelles, ceux qui prouvent avoir, pendant cinq ans au moins au cours des dix années précédant la demande d'attestation :

a) soit pratiqué en qualité de chef d'entreprise une ou plusieurs des activités envisagées à l'article 2 du présent arrêté, ou assuré, sans être engagé dans les liens d'un contrat de louage de services, la gestion journalière d'une entreprise ou d'un établissement où s'exerçaient ces activités;

b) soit participé à l'exercice d'une ou de plusieurs des mêmes activités en qualité d'employé, d'aidant d'un chef d'entreprise ou d'ouvrier.

Les chefs d'entreprise ne peuvent se prévaloir de cette disposition que pour autant qu'ils aient été immatriculés au registre du commerce pendant toute la période prévue à l'alinéa 1er du présent paragraphe.

Lorsqu'ils ont été immatriculés conformément aux lois sur le registre du commerce, coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1964, l'immatriculation doit mentionner les rubriques correspondant à l'activité ou aux activités requises.

Une activité ne peut, en aucun cas, être prise en considération lorsqu'elle est le fait d'une personne âgée de moins de dix-huit ans.

La preuve de cette activité sera faite au moyen des documents prévus aux articles 34, § 2, 35, § 2, ou 36, § 2, de l'arrêté royal du 25 février 1971, pour autant que ceux-ci précisent la nature de l'activité en question.

A défaut de cette précision, la preuve complémentaire de la conformité de l'activité pourra être apportée par tous moyens de droit, y compris les témoignages, pour autant que ceux-ci émanent d'un organisme public ou d'intérêt public ayant constaté le fait attesté, antérieurement à la demande, dans l'exercice de sa mission propre, ou, le cas échéant, d'un employeur du demandeur. »

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Sans préjudice de la disposition prévue à l'article 19, § 3, de la loi du 15 décembre 1970, ne sont pas soumises aux conditions de connaissances imposées, les personnes physiques qui, du 20 mars 1958 au 20 mars 1963, ont participé d'une manière habituelle et sous l'autorité et la surveillance d'un tiers à l'une des activités décrites à l'article 2 du présent arrêté et qui le prouvent, au moyen d'une attestation délivrée par l'administration communale, à la suite d'une demande introduite avant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Hij kan eveneens worden doorgemaakt gedurende anderhalf jaar in een slachthuis in de hoedanigheid van werkmanslachter, gevolgd door anderhalf jaar bij een in het aangewezen beroep gevestigd patroon.

Het bewijs van deze leertijd moet geleverd worden door middel van een getuigschrift uitgereikt door de afdeling van de technische of beroepsschool of door de technische of beroepsleergang of door de hoofden van de onderneming waarin de leertijd is doorlopen. De handtekening van het ondernemingshoofd moet gelegaliseerd worden door de burgemeester van de gemeente waar de leertijd verricht werd.

Indien het bedoelde getuigschrift niet kan worden voorgelegd, mag het bewijs dat de leertijd werkelijk werd doorgemaakt, worden geleverd door enig ander rechtsmiddel.

§ 3. Moeten eveneens geacht worden het bewijs van de kennis van het bedrijfsbeheer te leveren zij die blijk geven van een handels- of ambachtspraktijk beoefend naar de modaliteiten en in de voorwaarden bepaald bij artikel 6, b of c van de wet van 15 december 1970 en bij de artikelen 34, 35 of 36 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971.

§ 4. Moeten eveneens geacht worden het bewijs van de beroepskennis te leveren zij die bewijzen gedurende tenminste vijf jaar in de loop van de tien jaren die hun aanvraag om getuigschrift voorafgaan :

a) hetzij als ondernemingshoofd te hebben uitgeoefend één of meerdere werkzaamheden beoogd in artikel 2 van dit besluit, of zonder door een arbeidsovereenkomst te zijn gebonden het dagelijks beheer te hebben waargenomen van een onderneming of een inrichting waar die werkzaamheden werden uitgeoefend;

b) hetzij aan de uitoefening van één of meerdere van dezelfde werkzaamheden te hebben deelgenomen als bediende, als helper van een ondernemingshoofd of als werkmans.

De ondernemingshoofden kunnen op deze bepaling slechts aanspraak maken voor zover zij in het handelsregister waren ingeschreven gedurende gans de tijdruimte bepaald in lid 1 van deze paragraaf.

Wanneer zij overeenkomstig de bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister werden ingeschreven, dient de inschrijving de rubrieken te vermelden die met de vereiste werkzaamheid of werkzaamheden overeenstemmen.

In geen geval mag een werkzaamheid in aanmerking genomen worden die verricht werd door een persoon van minder dan achttien jaar oud.

Het bewijs van deze werkzaamheid moet geleverd worden door middel van de stukken bedoeld bij artikelen 34, § 2, 35, § 2 of 36, § 2 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971, voor zover deze stukken de aard van de bewuste werkzaamheid nauwkeurig aanduiden.

Wordt die nauwkeurige aanduiding niet gegeven, dan kan het aanvullend bewijs van de overeenstemming van de werkzaamheid geleverd worden door enig ander rechtsmiddel, met inbegrip van getuigenverklaringen voor zover die uitgaan ofwel van een openbaar organisme of organisme van openbaar nut dat het bevestigde feit op een vóór de aanvraag gelogen tijdstip en bij de uitvoering van zijn eigen taak heeft vastgesteld ofwel, in voorkomend geval, van een werkgever van de aanvrager. »

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. Onverminderd de vrijstelling waarin artikel 19, § 3 van de wet van 15 december 1970 voorziet, vallen niet onder toepassing van de gestelde eisen inzake kennis, de natuurlijke personen die van 20 maart 1958 tot 20 maart 1963, regelmatig en onder leiding en toezicht van een derde hebben deelgenomen aan één van de werkzaamheden beschreven in artikel 2 van dit besluit en die zulks bewijzen door middel van een attest dat hun werd uitgereikt door het gemeentebestuur ingevolge een aanvraag die werd ingediend vóór de datum van de inwerkingtreding van deze bepaling. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

A. STEVERLYNCK

Art. 7. Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

19 MAI 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1966 instaurant des conditions d'exercice de la profession de négociant-détaillant en combustibles solides dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, notamment l'article 19, § 2 (1);

Vu l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 (2);

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1966 instaurant des conditions d'exercice de la profession de négociant-détaillant en combustibles solides dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie (3);

Vu la consultation de la Fédération belge des Négociants-détaillants en combustibles, effectuée le 17 mars 1972;

Vu la consultation du Conseil supérieur des Classes moyennes, effectuée le 17 mars 1972;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 22 avril 1966 instaurant des conditions d'exercice de la profession de négociant-détaillant en combustibles solides dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de négociant-détaillant en combustibles solides dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. »

Art. 2. L'article 1er du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. L'activité professionnelle de négociant-détaillant en combustibles solides ne peut être exercée à titre principal ou accessoire, dans une petite ou moyenne entreprise du commerce ou de l'artisanat, que pour autant que soient réalisées les conditions prescrites par le présent arrêté. »

(1) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(2) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(3) *Moniteur belge* du 26 mai 1966.

19 MEI 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 april 1966 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van kleinhandelaar in vaste brandstoffen in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, inzonderheid op artikel 19, § 2 (1);

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 (2);

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1966 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van kleinhandelaar in vaste brandstoffen in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen (3);

Gelet op de raadpleging van de Belgische Federatie der kleinhandelaars in Brandstoffen, die plaatsvond op 17 maart 1972;

Gelet op de raadpleging van de Hoge Raad voor de Middenstand, die plaatsvond op 17 maart 1972;

Gelet op de wet van 23 december 1946 tot instelling van een Raar van State, inzonderheid artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 22 april 1966 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van kleinhandelaar in vaste brandstoffen in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van kleinhandelaar in vaste brandstoffen in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen. »

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De beroepswerkzaamheid van kleinhandelaar in vaste brandstoffen als hoofd- of bijberoep mag slechts worden uitgeoefend in een kleine of middelgrote handels- of ambachtsonderneming voor zover is voldaan aan de in dit besluit bepaalde eisen. »

(1) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 26 mei 1966.